

Pour un Parti eco-marxiste et eco-féministe

Damien Belvèze – Fédération d’Ille-et-Vilaine, section de Rennes

Résumé :

Les mauvais scores enregistrés par les partis qui se prévalent de l'écologie manifestent qu'une certaine façon de comprendre et d'administrer l'écologie n'est plus acceptée par la population. Le PCF doit bâtir sur des luttes locales pour la préservation de l'environnement une vision de l'écologie qui intègre pleinement la dénonciation du Capital et intègre la lutte des classes. Par une critique radicale du capitalisme, le PCF doit devenir le Parti Ecologiste par excellence.

Contexte

Même si des théoriciens s'ingénient à cacher son empreinte derrière un rideau de fumée (la polycrise qui serait une maladie de notre temps) le capitalisme qui est à l'origine de cet enchevêtrement de crises politiques, sociales, économiques et en définitive environnementales menace gravement les conditions de survie de l'humanité sur terre et précipite l'effondrement de la biodiversité.

Toutefois l'anticapitalisme en tant que mot d'ordre dépourvu de la moindre perspective sur ce qu'il conviendrait de lui substituer, ne suffit pas à faire progresser la cause écologique dans la société.

2. La situation s'est encore dégradée depuis le dernier congrès : la situation internationale, caractérisée par la montée de l'extrême droite dans un grand nombre de pays européens, et le virage fascisant de l'administration Trump se soldent par un recul terrifiant des engagements pris dans la seconde décennie de ce siècle et des moyens destinés à les faire aboutir. Les Libertariens et les Néoréactionnaires venus d'Amérique du Nord font des émules en Europe à droite et à l'extrême droite pour enterrer toute revendication d'égalité dans la société et faire l'apologie d'une liberté sans limites pour les gagnants ce qui précipitera la servitude pour tous les autres.

Les voix qui s'élèvent contre la ruée vers les métaux utilisés pour gagner la course à l'IA, celles qui de façon générale dénoncent l'extractivisme et l'abandon des politiques de régulation des émissions de gaz à effets de serre sont systématiquement minorées dans les médias dominants. Les militant.e.s d'une résistance écologique à la dévastation capitaliste sont pris.es à partie sur les chaînes détenues par des milliardaires, moqué.e.s comme personnalités émotives (comme si le capitalisme était une chose rationnelle), traitées d'hystériques, réduit.e.s au silence ou harcelé.e.s sur les réseaux dits sociaux, et dans certains pays purement et simplement éliminé.e.s par des nervis à la solde de multinationales fossiles.

instaurer la lutte des classes au coeur du combat écologique

3. L'écologie n'est pas un domaine à part de la politique.

Il n'y a pas d'un côté l'écologie et de l'autre la justice sociale. Là où la justice sociale progresse, l'écologie progresse. Là où les inégalités au sein d'un même territoire et entre pays s'accroissent, les dégradations environnementales s'aggravent

A l'encontre de la vulgate bourgeoise qui insinue qu'"on est tous dans le même bateau", une évidence

s'impose : Les plus riches ont des abris climatisés ; leurs conditions de travail, peu exposées à la dégradation du climat sont stables tandis que les conditions de travail mais aussi l'habitat des classes populaires rendent celles-ci bien plus vulnérables au réchauffement climatique et aux intempéries qui y sont liées.

La chose vaut aussi pour les écarts de richesse entre pays ; tandis que la bourgeoisie soutient ardemment un régime économique destructeur pour la planète parce qu'il maintient la croissance de leurs gains, ce sont tous les autres qui paient l'addition et supportent les externalités négatives du régime économique imposé.. Le terme "anthropocène" qui fait consensus pour décrire notre ère géologique laisse entendre que le représentant d'une tribu amazonienne vivant à l'écart des moyens de production soutenus par l'énergie fossile est à l'origine de la crise climatique au même titre que le propriétaire d'un yacht et ou d'un jet privé. Le terme capitalocène est plus à même de qualifier l'ère géologique dans laquelle nous sommes.

4. Les formations politiques qui se revendiquent d'une écologie intégrale ne parviennent pas à la faire vivre aux classes populaires. Certes, elles sont victimes, comme le reste de la gauche d'un backlash écologique que rend possible la concentration des médias au mains de milliardaires, ces mêmes milliardaires qui mettent leur argent au service de causes réactionnaires, parmi lesquelles la prédation des ressources naturelles au détriment de la santé des populations.

Toutefois leur échec à populariser l'écologie tient à leur incapacité à articuler la lutte des classes avec la préservation des écosystèmes. Le concept réactionnaire d'écologie punitive peut se nourrir d'une tendance certaine que les classes moyennes à haut capital culturel ont à juger les modes de vie, plutôt qu'à interroger les modes de production.

Pour tout le monde, les "petits gestes qui sauvent la planète" et autres formes de "colibrisme" parfaitement compatibles avec l'idéologie néo-libérale constituent un baume moral devant l'ampleur de la destruction actuelle. Il n'est pas question de décourager ces gestes, mais il faut resituer leur portée à sa juste mesure. Selon le Shift project, si tout le monde était vertueux en ce sens, le taux global des émissions ne baisserait que de 25% au mieux. L'essentiel du travail est donc à faire ailleurs.

Ce qu'il y a de pire, c'est que la Bourgeoise entend faire de ces gestes pour le climat une marque de distinction, transformant un discours rationnel et utile (il faut moins manger de viande par exemple, il faut remettre en cause la disproportion du travail domestique accompli par les hommes et sa répartition genrée) en guerres culturelles autour d'un barbecue . Or la réalité est que les classes populaires affectées par ce discours polluent souvent bien moins dans les faits que celles et ceux qui leur font la leçon. En effet les émissions de gaz à effets de serre s'accroissent avec les revenus.

Même quand, notamment grâce aux investigations d'Oxfam, les représentant.e.s des partis écologistes parviennent à admettre cette proportionnalité des revenus avec les émissions, iels échouent à transformer ce constat en propositions audibles et acceptables pour les classes populaires. L'exemple des ZFE et de la taxe carbone qui a suscité la crise des Gilets jaunes signent l'échec d'une forme d'écologie institutionnelle menée sans l'adhésion des classes populaires. L'adhésion relève d'un choix, or si l'on prend la question des transports, les conditions ne sont pas réunies pour permettre aux personnes à moyens et faibles revenus habitant en périphérie des villes de se passer de voitures thermiques. Ces conditions sont un maillage ferroviaire plus dense, des lignes de bus plus englobantes et surtout, dans les endroits qui ne pourront pas être desservies ni par le train, ni par le bus, un accès à une offre de voitures électriques à la portée de leurs salaires. L'électrification du parc a pris du retard, parce que rien n'est fait pour contraindre vraiment la filière

automobile à produire des véhicules électriques de taille modeste et accessibles aux revenus modestes, a contrario des SUV électriques qui sont produits pour maintenir les rentes des actionnaires de ces groupes automobiles. Des aides existent, mais sans une réelle prise de pouvoir sur les décisions des constructeurs, l'Etat ne parviendra pas à obtenir dans un délai acceptable pour la planète le remplacement du thermique par de l'électrique.

Aussi une vraie politique écologiste consiste à s'attaquer au problème de la production, notamment en donnant du pouvoir aux Travailleurs.ses à travers leurs syndicats pour reprendre le contrôle sur la production

Cette attention portée aux modes de production et à qui en décide effectivement est dans l'ADN de notre Parti, mais nous n'arrivons pas suffisamment à mettre en lumière cette spécificité.

Rendre visible et encourager les pratiques écologiques au sein des classes populaires

6. Il y a des formes d'écologie qui sont pratiquées pour des raisons économiques par les personnes touchant de bas revenus (en milieu rural, le fait de consommer des légumes ou des fruits qu'on fait pousser par exemple), et il ne viendrait pas à l'idée de ces personnes de considérer qu'il s'agit de mesures écologiques de leur part.

7. Tandis que le capitalisme vert déjà dénoncé dans le texte du 39ème congrès multiplie les abstractions pour offrir un leurre aux préoccupations écologiques de nos représentants européens (et un sursis réel à une économie délétère), tandis que les grandes puissances économiques se livrent une course effrénée en investissant sans fin dans des dispositifs technologiques masculinistes, le travail féminin, particulièrement dans les pays du Sud global, soutient tout un pan de l'économie réelle, absorbe et compense autant que possible les déséquilibres induits par le développement de ces technologies. La persistance d'une division genrée des tâches, y compris dans les pays du Nord, marginalise les femmes dans les choix technologiques opérés et les contraint dans un environnement dégradé à assurer la reproduction des moyens de production, c'est à dire le bien-être de la famille souvent en plus d'un travail rémunéré (moins bien rémunéré que pour un homme qui plus est). Cette situation subie est aussi un moyen pour elles de s'opposer à la marchandisation et à la réification de la nature par le Capital. Le fait de reconnaître que le capitalisme soumet la nature par l'extractivisme et les femmes par le patriarcat ne doit pas conduire comme le font certain.e.s à considérer que l'écoféminisme essentialiserait la femme comme étant plus proche de la nature que l'homme. Le véritable écoféminisme consiste à placer au coeur des mouvements sociaux les luttes menées par les femmes pour s'opposer à la dégradation de l'environnement et des moyens de subsistance (services publics compris) induits par le capitalisme autoritaire et patriarcal.

en finir avec le productivisme, entrer dans la société de la post-croissance

8. Le contrôle sur la consommation de biens ne doit pas être écarté de l'équation ; il y a un consumérisme qui nuit fortement à la planète, le consumérisme ostentatoire de la grande Bourgeoisie qui investit dans des objets positionnels parfois très coûteux en énergie et en ressources minières. Cette consommation doit être lourdement taxée. A contrario, il faut soutenir la consommation de biens alimentaires de qualité pour tout.e.s ; la pétition contre la première Loi Duplomb a montré que les Français sont préoccupés par les atteintes que le modèle productiviste agricole portent à leur santé.

9. Mais le contrôle sur la production est l'objectif premier au moyen d'une planification de l'économie

incluant un principe de subsidiarité et de coordination des forces productives. En outre, contrairement au Capital qui fait de la production une fin en soi, parce qu'elle permet de maintenir un taux de rendement qui lui assure de nouveaux débouchés, la production doit satisfaire les besoins réels de la population sans avoir pour corollaire d'en créer de nouveaux qui s'avèrent illusoires. Ainsi l'indice de croissance, qui suppose une croissance infinie, est surtout un indice de dégradation des écosystèmes. Pour mesurer l'efficacité d'une politique économique, il convient de mettre en avant d'autres indices qui ont tendance à s'effriter voire pour certains à s'effondrer comme les indices de santé, de bien-être.

10. En suivant les pistes laissées par le dernier Marx, le communisme du XXI^e siècle doit achever sa rupture déjà bien avancée avec le productivisme. Car ce qui suit le développement continu des forces productives, ce n'est pas la société communiste mais le pillage des ressources et la guerre à la nature, préliminaire à la guerre des humains entre eux.

La rupture avec le productivisme n'est pas seulement un impératif écologique ; le productivisme enferme les travailleurs et travailleuses dans une production qui n'a pour but la satisfaction de leurs besoins mais l'accumulation de biens qu'elle soit à des fins capitalistes ou bien dirigée par un Etat, voire un Parti Communiste comme c'est le cas en Chine. Il est temps de considérer que toutes les fuites en avant productivistes ont signé par le passé l'échec des politiques communistes bureaucratisées et continueront de le faire à l'avenir.

Sans renier les acquis de la modernité technologique, il convient de les conserver et de les faire fructifier pour des usages socialement utiles. Les outils d'intelligence artificielle par exemple ouvre des perspectives très importantes en matière de détection et prévention des maladies chroniques et des cancers. En revanche, les modèles de langage massifs et particulièrement la génération d'images à des fins publicitaires nécessitent de détourner l'eau de zones d'habitation qui y manquent déjà vers des datacenters dont les capacités doublent d'une année sur l'autre.

Conclusion :

Le communisme vise donc l'élaboration d'une société sans classe et donc avec une empreinte écologique soutenable pour satisfaire les besoins de tout.e.s. C'est cette version du communisme que notre Parti doit incarner. Refusant le spectre d'une croissance infinie qui précipite surtout la dévastation de la planète, la société communiste reposera sur une économie stable, circulaire, où le capital ne sera pas le moteur de l'innovation mais où celle-ci sera mise au service du bien-être commun au moyen d'une gestion publique des moyens de financements et des fonds de recherche.

Cet objectif global, ne doit pas nous amener à ignorer les étapes qu'il faudra marquer pour y parvenir. La première consiste à rendre l'écologie populaire. Pour cela, plusieurs pistes peuvent être suivies. La plus importante consiste à prendre acte que les modes de consommation des classes populaires ne sont pas fondamentalement des choix hostiles à l'écologie mais une réponse contrainte dans un monde où les dispositifs socio-techniques (dont les moyens de transport) ne permettent guère d'en proposer d'autres. Il faut donc se doter de politiques locales qui permettent de desserrer ces contraintes : augmenter les salaires, c'est rendre du choix et il faut le faire valoir face à la Bourgeoisie qui utilise les "gestes qui sauvent la planète" comme un outil de distinction et d'oblitération de leur part encore supérieure à celle des classes populaires dans les émissions de gaz à effet de serre.

Les enjeux écologiques sont intimement liés à la lutte des classes mais aussi à la situation des femmes. Tandis que les entreprises de la Tech aux mains de masculinistes et suprémacistes blancs prétendent

augmenter la productivité de chacun.e, les moyens d'information qu'ils développent tendent à isoler les femmes, oblitérer leurs prises de parole et à maintenir le patriarcat. Ce sont pourtant les femmes, en raison d'une persistance de la division genrée du travail qui sont les premières usagères des services publics qui constatent aujourd'hui les difficultés grandissantes à assurer le bien-être et la scolarité des enfants, le soin de la famille. Ce sont elles qui détiennent une partie de la solution en rendant possible des victoires concrètes sur le plan local. C'est sur ce travail local et sur une reconnaissance globale de l'apport des théoriques écoféministes que l'écomarxisme parviendra à devenir l'écologie des classes populaires.